

## SÉANCE #3

# “DÉCOUVRONS LES PRINCIPES DU DROIT FRANÇAIS”

### Conducteur pour l'enseignant

Les éléments introduits par des flèches sont des éléments de réponse pour l'enseignant ;  
les éléments en italiques sont des indications pour l'enseignant.



#### OBJECTIFS DE CONNAISSANCES :

- Acquérir une culture générale qui fournit les connaissances éclairant les choix et l'engagement éthique des personnes ;
- Connaître les bases du droit français organisant l'expression.



#### OBJECTIFS DE COMPÉTENCES

- Comprendre les principes et les valeurs de la République française ;
- Développer le sens des responsabilités individuelles et collectives ;
- Former des citoyens conscients des potentialités des outils numériques, en particulier des réseaux sociaux et des responsabilités de chacun en tant qu'utilisateur.

#### TRANSITION :

**Durant les deux dernières séances nous avons parlé de religion, conviction, laïcité, qu'avez-vous retenu ?**

- ⇒ Il existe une multitude de convictions différentes : monothéisme, polythéisme, athéisme...
- ⇒ Au sein de chaque religion, il y a différentes manières d'interpréter les textes religieux, c'est pour cela qu'il existe différentes manières de croire et de pratiquer au sein de chaque religion.

**Quel principe organise et permet cette diversité en France ? À quoi sert-il ?**

- ⇒ Laïcité
- ⇒ La laïcité garantit à chacun la liberté de conscience (avoir une religion, ne pas en avoir, changer d'opinion) et la liberté de culte (pratiquer sa religion à sa manière).

## Nous allons maintenant évoquer une autre notion très importante : la liberté d'expression.

Nous allons commencer par un petit défi. Imaginez que nous sommes le dictionnaire Larousse, et que demain soir, nous devons imprimer la nouvelle version de notre dictionnaire... Mais lors de l'ultime relecture, nous nous sommes aperçus qu'il manquait un mot. Ce mot, cette notion, c'est « liberté d'expression » et nous avons 1 heure pour la définir ensemble. Si vous acceptez de relever le défi, voici quelques questions :

### QUESTION #1

#### Comment est-ce que l'on pourrait définir cette notion ? Que veut-dire s'exprimer ? Par quels moyens s'exprime-t-on ?

*Poser les questions à la classe, recueillir les premières réponses et s'appuyer dessus, en construisant la réponse de manière la plus horizontale possible. Les faire parler un maximum, même s'ils se trompent, et poser les questions de relance suivantes. Dans l'ordre ou dans le désordre, à vous de vous adapter selon leurs réponses !*

##### Qu'est-ce que s'exprimer ?

- ⇒ Partager ses opinions, ses pensées ;
- ⇒ Montrer sa créativité (dessiner, danser, sculpter, etc.)

##### Comment est-ce que l'on peut s'exprimer ? Quelles formes peut prendre l'expression ?

- ⇒ À l'écrit : un texte, un livre, un article de journal, un sms, un post sur les réseaux sociaux, sur un forum...
- ⇒ À l'oral : dans une conversation, à la radio, à la télévision, dans une publication sur les réseaux sociaux (TikTok, Instagram, Snapchat, WhatsApp, Discord, Twitch...), en classe, dans la cour, dans un sketch, dans une pièce de théâtre, dans un film de cinéma...
- ⇒ Via une pratique artistique : danse, sculpture, dessin, caricature etc.
- ⇒ En tant que citoyen : vote, manifestation...

### QUESTION #2

#### En France, le droit de s'exprimer librement est-il garanti par la loi ?

*S'ils vous disent que c'est bien un droit, demandez-leur : d'où vient-il ? Est-ce que cela signifie qu'il est inscrit dans la loi française ?*

- ⇒ Le droit de s'exprimer librement, aussi appelé la liberté d'expression, apparaît pour la première fois dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi » (article 11).

Ce droit est aussi garanti par la loi de 1881 sur la liberté de la presse : « l'imprimerie et la librairie sont libres » (article 1).

La Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen a été rattachée en 1958 à la constitution française, le texte de loi le plus important de notre pays. Cela signifie donc que le droit de s'exprimer librement fait bien partie de la loi.

*La DDHC indique pour la première fois la notion de « limite » à la liberté d'expression. Dire aux élèves que vous y reviendrez un peu plus tard et concentrez-vous sur les autres questions ci-dessous :*

## QUESTION #3

**Quelle est la différence selon vous entre « la liberté d'expression » et « la liberté d'opinion » ?**

- ⇒ Il y en a une qui est totale, quel que soit l'endroit où l'on se trouve, on peut penser tout ce que l'on veut et personne ne pourra nous en empêcher. C'est la liberté d'opinion (aussi appelée liberté de conscience ou de penser).
- ⇒ Tandis que l'autre a des limites inscrites dans le droit français. Selon, l'endroit où l'on se trouve, à qui l'on parle, dans quel but et selon les moyens utilisés, on a le droit de dire certaines choses et d'autres non. C'est la liberté d'expression. On reviendra plus tard sur ses limites.

## QUESTION #4

**À quoi sert la liberté d'expression ?**

- ⇒ Elle permet à chacun de se forger sa propre opinion en ayant accès à des informations et à des opinions différentes : dans le domaine politique, religieux, dans tous les domaines en quelque sorte..
- ⇒ Elle permet d'avoir accès à des informations libres et plurielles et de pouvoir prendre des décisions en tant que citoyen : vote, engagement associatif, comportement quotidien...
- ⇒ Sans liberté d'expression, il n'y a pas de démocratie.
- ⇒ Le droit de s'exprimer librement permet aux citoyens d'avoir accès à différentes opinions (le pluralisme) pour décider des lois qu'ils souhaitent pour la démocratie française.

## QUESTION #5

### Le droit de s'exprimer librement est-il garanti partout dans le monde ?

- ⇒ Non, la liberté d'expression n'est pas un droit garanti dans tous les pays. En revanche, le droit de s'exprimer librement existe dans toutes les démocraties (avec des limites différentes cependant).
- ⇒ Aujourd'hui, dans les dictatures ou d'autres régimes autoritaires, il est interdit de s'exprimer librement ou bien ce droit est extrêmement limité : par exemple, en Corée du Nord, en Chine, en Russie, en Arabie Saoudite, etc. Dans ces pays, le simple fait de dire que l'on n'est pas d'accord avec une décision du gouvernement peut conduire en prison ou à être condamné à mort.
- ⇒ La liberté d'expression n'a pas toujours existé en France. Avant 1789, la monarchie exerçait une censure : pour publier un livre, il fallait une autorisation. Beaucoup de livres, de spectacles et de journaux étaient interdits. Critiquer le roi ou la monarchie pouvait par exemple mener à des condamnations à mort ou à de la prison.

## QUESTION #6

### Il existe des limites à la liberté d'expression. Et ces limites, quelles sont-elles précisément (essayez de donner un exemple précis pour chaque limite) ?

*Pour les limites, nous vous invitons à noter tout ce qu'ils disent au tableau, même les choses fausses. Vous pourrez barrer les choses fausses à la fin. Nous avons dressé une liste de ces limites mais simplement à des fins pédagogiques et de vulgarisation car ces limites ne sont pas rassemblées dans un seul texte de loi mais dans plusieurs, ni présentées ainsi sous forme de liste.*

- ⇒ **Limite n°1** : Ne pas tenir des propos discriminatoires, c'est-à-dire des propos incitant à discriminer une personne (ou un groupe de personnes). Discriminer, cela signifie stigmatiser et prôner ou provoquer un traitement inégalitaire et défavorable d'une personne (droit à un emploi, à un logement, à un service public comme l'école ou la santé, droits civiques comme le droit de vote), en fonction de ses origines ethniques ou de sa couleur de peau (racisme, antisémitisme...), de sa nationalité, de ses origines sociales, de son sexe (homme, femme) ou genre (transgenre, etc.), de son orientation sexuelle (homosexuels, bisexuels), de son apparence physique (taille, poids, cheveux, etc.), d'un handicap, de son âge, de sa religion ou de son absence de religion.
- Il est important que les élèves apprennent que la loi protège particulièrement les personnes susceptibles d'être discriminées. Par conséquent, si un propos (insulte, diffamation, incitation à la haine ou à la violence) nuit à une personne ou un groupe de personnes visés à raison d'un des facteurs de discrimination évoqués plus haut (sexe, origine, religion ou absence de religion, etc.), la condamnation par la justice sera plus lourde.
- ⇒ **Limite n°2** : Ne pas injurier quelqu'un.

- ⇒ **Limite n°3** : Ne pas tenir de propos diffamatoires. La diffamation se définit par toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne. Donner des exemples : « *Untel est un voleur* », « *Untel est un menteur* »... Si vous n'êtes pas en mesure de prouver, avec des faits vérifiables, ce que vous avancez, vous pourrez alors être poursuivis en justice.
- NB : les journalistes, quand ils enquêtent sur une personne ou une organisation, comme une entreprise par exemple, sont systématiquement attaqués en diffamation. Au tribunal, ils doivent alors prouver leur bonne foi, le sérieux de leur enquête et apporter les preuves de ce qu'ils avancent.
- ⇒ **Limite n°4** : Ne pas porter atteinte à la vie privée et au droit à l'image d'autrui. Il est interdit de divulguer des informations d'ordre privé à propos de quelqu'un, ou d'utiliser des images sans son accord, notamment sur les réseaux sociaux. Les peines encourues sont renforcées (3 ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende) en cas de doxxing, c'est-à-dire de mise en danger de la vie d'autrui en raison de ces divulgations d'informations d'ordre privé (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, etc.).
- ⇒ **Limite n°5** : Ne pas tenir de propos négationnistes. Il s'agit de nier un événement historique, pour lequel il existe des preuves et un consensus des historiens pour dire qu'il a bien eu lieu. Souvent, les négationnistes remettent en cause l'existence de tels événements dans un but politique, raciste ou xénophobe. Exemples : nier la Shoah, le génocide arménien (en France, celui-ci est reconnu), les déportations et l'extermination des tziganes, des homosexuels, des handicapés au cours de la Deuxième Guerre mondiale, l'esclavage, etc.
- ⇒ **Limite n°6** : L'incitation à la haine, à la violence. Ex : faire la promotion de la violence, diffuser une scène violente, encourager à la violence.
- ⇒ **Limite n°7** : L'incitation à l'usage de produits stupéfiants.
- ⇒ **Limite n°8** : Faire l'apologie de crimes de guerre ou du terrorisme. Concrètement cela signifie se réjouir après un attentat ou un crime commis lors d'une guerre. Exemple : juste après l'assassinat de Samuel Paty en 2020, des gens ont publié sur les réseaux sociaux des messages du type « *Bien fait pour lui, il n'avait qu'à pas montrer des caricatures* ». Le lendemain matin, des dizaines de personnes ont reçu la visite de policiers, ont été placées en garde à vue puis condamnées pour cela.

## QUESTION #7

À votre avis, pourquoi a-t-on fixé des limites ? À quoi servent-elles ?

- ⇒ Le but commun à toutes les limites est de protéger les personnes qui pourraient être victimes de tels propos en raison de l'impact concret sur leur vie :
- Effets négatifs sur l'image qu'elles ont d'elles-mêmes : perte de confiance, peur, isolement, pensées suicidaires, etc.
  - Effets sur différentes parties de leur vie : professionnelle, amoureuse, amicale, familiale...
  - Situation de haine, de violence.

## QUESTION #8

### Existe-t-il des situations où on peut tout dire, sans être inquiété par la justice ?

À ce moment-là, ils donneront peut-être des réponses incorrectes : les humoristes, les caricaturistes, les journalistes, le président de la République, les responsables politiques... La réponse sera toujours : non, tous ces gens-là doivent se plier à toutes les limites citées auparavant.

⇒ Oui, « dans l'espace privé ».

⇒ **Qu'est-ce que l'espace privé ?** Un endroit, n'importe où. Il faut que vous soyez avec des amis ou des proches. Dans ce cadre-là, vous pouvez dire tout ce que vous voulez sans être inquiété, tant que personne d'autre ne vous entend. Attention : toute personne peut briser la nature privée d'une situation si elle estime que son interlocuteur risque de nuire à des personnes, en s'exprimant ainsi. Elle pourra même aller jusqu'à porter plainte.

⇒ Dans tous les autres cas, l'espace, le lieu d'expression, est considéré comme « public » et les limites prévues par la loi s'appliquent.

## QUESTION #9

### Petit quiz à leur soumettre : « Public ou privé ? »

L'école, espace public ou privé ? ⇒ Public

■ Un concert, espace public ou privé ? ⇒ Public

■ Je suis avec mes amis sur un banc, dans la rue, personne ne nous entend, espace public ou privé ? ⇒ Privé

■ Je publie sur les réseaux sociaux, espace public ou privé ? ⇒ Public

■ Je publie sur un groupe privé ou sur une messagerie de type Telegram ou WhatsApp, espace public ou privé ? ⇒ Public car je passe par un tiers - une application, une plateforme - pour avoir cette conversation.

Dérouler à nouveau le fil du raisonnement en l'appliquant à la question du religieux / athéisme

## QUESTION #10

**Ai-je le droit de croire en un seul dieu ?**

**En plusieurs dieux ?**

**En aucun dieu ?**

**De changer d'opinion ?**

⇒ Oui, il s'agit de la liberté d'opinion.

**Ai-je le droit d'avoir une opinion sur les convictions des autres ?**

⇒ Oui, il s'agit de la liberté d'opinion.

## QUESTION #11

**Les convictions religieuses et athée sont-elles des opinions ?**

**A-t-on le droit d'exprimer sa religion ou son athéisme ?**

**Par quels moyens ?**

⇒ Oui, il s'agit d'opinions car croire en une religion ou penser qu'il n'y a aucun dieu est impossible à vérifier : chacun peut donc se faire son propre avis à ce sujet.

⇒ Oui, en France les personnes ont le droit d'exprimer leur religion ou leur athéisme, en respectant les limites encadrant le droit d'expression (on y reviendra). Certaines personnes expriment leurs convictions religieuses en public ou dans un cadre privé ; d'autres personnes ne les expriment pas, elles les gardent dans leur for intérieur.

⇒ Il y a différentes manières d'exprimer ses convictions religieuses ou athée : on les manifeste en en parlant, en les montrant -en portant un signe religieux ou en célébrant une fête par exemple - ou par des œuvres d'art.

*Le droit français garantit la liberté d'opinion (aussi appelée liberté de conscience ou de penser) et la liberté d'expression (dont la liberté de culte). Cela permet à chaque personne d'exprimer sa conviction religieuse ou athée et de la pratiquer à sa manière (aller dans un lieu de culte, porter des signes religieux, avoir des pratiques alimentaires, etc.). Cependant, il y a deux exceptions :*

■ *À l'école publique (élémentaire, collège, lycée) : en 2004, les députés ont adopté une loi interdisant aux élèves de porter des signes religieux très visibles. Il s'agit d'éviter d'éventuelles pressions entre élèves : ceux-ci sont considérés comme n'étant pas encore en mesure d'exercer pleinement leurs libertés de penser et de s'exprimer puisque leur esprit critique (capacité à se forger sa propre opinion) est en cours de formation. Les élèves n'ont pas le droit de porter un signe religieux très visible, en revanche, ils ont le droit de parler de leur conviction, de celle de leur famille, et apprennent à ne pas imposer celles-ci aux autres élèves.*

- Les personnes qui travaillent pour l'État, comme les juges, les policiers ou les enseignants, ont le devoir de ne pas exprimer leur conviction religieuse ou athée au travail, ils n'ont le droit ni d'en parler ni de les montrer. La République est laïque, cela signifie que l'État n'est liée à aucune conviction : il n'est ni athée, ni chrétien, ni musulman, ni juif, etc., il ne doit privilégier personne. C'est pourquoi les personnes qui travaillent pour l'État n'expriment pas leur conviction : elles représentent l'État de tous les citoyens. Pour ce qui est des enseignants, il leur incombe de surcroît de ne pas influencer les élèves en exprimant leur conviction, afin que ceux-ci se forment leur opinion librement.

### Ai-je le droit de m'exprimer sur les convictions des autres ?

- ⇒ Oui, j'ai le droit de m'exprimer sur les convictions des autres.

Cependant, lorsque je m'exprime sur ma religion, mon athéisme ou sur les convictions des autres, ce sont des expressions : ma liberté est limitée.

### Je peux donc m'exprimer sur les croyances, les pratiques, les textes, et aussi sur le dieu ou les dieux et les personnages d'une religion. Pourquoi ?

- ⇒ Les dieux ne sont pas des personnes que l'on peut mettre en danger puisque la République ne se prononce pas sur l'existence d'un dieu, de plusieurs ou d'aucun dieu. Les personnages (les prophètes, les saints, etc.) ne sont pas non plus des personnes auxquelles on peut nuire soit parce qu'elles sont mortes, soit parce qu'on ne peut pas savoir si elles ont existé.

### Puis-je m'exprimer en toute liberté sur les personnes qui ont une religion ou qui sont athées ?

- ⇒ Oui j'ai le droit, mais dans la limite des règles présentées donc si je ne nuis pas aux personnes. J'ai le droit de critiquer une religion, l'athéisme mais il est interdit de nuire aux personnes qui y adhèrent. Exemples : j'ai le droit de dire « Il faut éliminer Dieu » mais il est interdit de dire « Il faut éliminer les chrétiens » ; j'ai le droit de dire « Il faut éliminer l'athéisme » mais il est interdit de dire « Il faut éliminer les athées ».
- ⇒ Dans le droit français la notion de délit de blasphème (insulter une croyance ou une opinion, un personnage religieux, etc.) n'existe pas. En effet, comme il s'agit d'une notion interne aux religions, la République laïque ne la reprend pas à son compte puisque l'État ne se prononce pas sur les opinions/les croyances, c'est-à-dire sur ce qui ne se vérifie pas (comme l'existence d'un dieu, de plusieurs ou d'aucun dieu).
- ⇒ En revanche dans environ 70 pays à travers le monde, la notion de blasphème est inscrite dans le droit : il est passible de la peine de mort dans certains (Iran), de lourdes peines de prisons dans d'autres (Arabie saoudite, Indonésie), ou d'amendes, dans des pays plus proches de la France (Allemagne, Grèce, Italie).
- ⇒ En France, l'absence de pénalisation du blasphème par la loi peut parfois être mal perçue ou difficile à comprendre, surtout lorsque l'on est soi-même originaire d'un pays où le blasphème est un délit ou un crime.